

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1961 B 40018

Numéro SIREN : 886 180 181

Nom ou dénomination : STC AUDIT & CONSEIL

Ce dépôt a été enregistré le 02/12/2022 sous le numéro de dépôt 30962

**SA STC AUDIT & CONSEIL**

156 Chaussée Pierre Curie  
59200 TOURCOING  
Tél. 03.20.69.99.69  
Fax. 03.20.03.17.03

**Exercice clos le 30/09/2021**

**SIRET : 88618018100036**

Cesthe Confiance  


***STC AUDIT ET CONSEIL***

156 Chaussée Pierre Curie

59200 TOURCOING

Tél : 03.20.69.99.69

Fax : 03.20.03.17.03

**Bilan**

	<b>Brut</b>	<b>Amortissements Dépréciations</b>	<b>Net au 30/09/21</b>	<b>Net au 30/09/20</b>
<b>ACTIF</b>				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	47 359	46 060	1 299	2 526
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	400 886	388 411	12 475	17 503
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	266 423		266 423	216 423
Autres titres immobilisés				964
Prêts				
Autres immobilisations financières	639 031		639 031	56 500
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 991 287</b>	<b>434 470</b>	<b>1 556 817</b>	<b>931 504</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	2 540 720	118 695	2 422 026	2 758 926
Fournisseurs débiteurs	9 648		9 648	999
Personnel	1 539		1 539	4 603
Etat, Impôts sur les bénéfices	69 843		69 843	10 462
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	75 758		75 758	78 866
Autres créances	71 798		71 798	35 000
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 220
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 110 786		1 110 786	1 690 976
Charges constatées d'avance	138 207		138 207	49 538
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 018 300</b>	<b>118 695</b>	<b>3 899 605</b>	<b>4 630 589</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 009 588</b>	<b>553 165</b>	<b>5 456 423</b>	<b>5 562 093</b>

**Bilan**

	Net au 30/09/21	Net au 30/09/20
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	918 615	802 894
Report à nouveau	329 906	329 906
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>609 818</b>	<b>750 760</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 432 142</b>	<b>2 457 365</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	630 955	659 142
Découverts et concours bancaires	440	565
Emprunts et dettes financières diverses	5 961	8 809
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		6 044
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 686	3 690
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	418 349	380 082
Personnel	198 133	190 992
Organismes sociaux	203 915	310 551
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	481 695	557 538
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	14 201	30 619
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	81 378	108 207
Produits constatés d'avance	986 566	848 490
<b>DETTES</b>	<b>3 024 280</b>	<b>3 104 728</b>
Ecarts de conversion – Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 456 423</b>	<b>5 562 093</b>

## Compte de résultat

	30/09/21	30/09/20
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 592 251	5 670 847
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	138 368	113 108
<b>Total</b>	<b>5 730 618</b>	<b>5 783 955</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 547 055	1 306 142
<b>Total</b>	<b>1 547 055</b>	<b>1 306 142</b>
Impôts, taxes et vers. assim.	91 714	133 278
Salaires et Traitements	2 237 326	2 240 271
Charges sociales	917 706	947 879
Amortissements et provisions	64 690	93 558
Autres charges	90 240	31 011
<b>Total</b>	<b>3 401 675</b>	<b>3 445 998</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>781 888</b>	<b>1 031 815</b>
Produits financiers	44 964	21 607
Charges financières	3 347	876
<b>Résultat financier</b>	<b>41 617</b>	<b>20 731</b>
Opérations en commun		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>823 505</b>	<b>1 052 546</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
<b>Résultat exceptionnel</b>		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	213 687	301 786
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>609 818</b>	<b>750 760</b>

## Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	x		
- Faits caractéristiques		x	
- Actif immobilisé	x		
- Détail des immobilisations	x		
- Frais d'établissement		x	
- Frais de recherche et de développement		x	
- Fonds commercial	x		
- Intérêts immobilisés		x	
- Immobilisations en cours de production		x	
- Approche par composant		x	
- Estimation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille		x	
- Liste des filiales	x		
- Détail des amortissements		x	
- Tests de dépréciation des immobilisations		x	
- Informations sur les stocks		x	
- État des échéances des créances	x		
- Produits à recevoir	(Détail)		
- Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		x	
- Dépréciation des immobilisations		x	
- Dépréciation des stocks		x	
- Dépréciation des créances		x	
- Dépréciation des valeurs mobilières		x	
- Intérêts sur éléments de l'actif circulant		x	
- Composition du capital social	x		
- Parts bénéficiaires		x	
- Obligations convertibles échangeables		x	
- Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		x	
- Tableau de variation des capitaux propres		x	
- Provisions réglementées		x	
- Provisions pour risques et charges		x	
- État des échéances des dettes	x		
- Dettes garanties par des sûretés réelles		x	
- Charges à payer	(Détail)		
- Passifs sans évaluation fiable		x	
- Primes de remboursement d'emprunts		x	
- Écarts de conversion sur créances et dettes		x	
- Clause de réserve de propriété		x	
- Dettes et créances représentées par des effets de commerce		x	
- Différences d'évaluation sur éléments fongibles		x	
- Actions propres		x	
- Règlement des difficultés des entreprises		x	
- Charges constatées d'avance	(Détail)		
- Produits constatés d'avance	(Détail)		

## Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Ventilation du chiffre d'affaires net		x	
- Contrats à long terme		x	
- Frais accessoires d'achat		x	
- Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes	x		
- Eléments imputables à un autre exercice		x	
- Opérations faites en commun		x	
- Résultat financier		x	
- Transferts de charges d'exploitation et financières		x	
- Transactions avec des parties liées		x	
- Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		x	
- Eléments exceptionnels		x	
- Transferts de charges exceptionnelles		x	
- Base de l'impôt sur les sociétés		x	
- Impact des évaluations fiscales dérogatoires		x	
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		x	
- Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes		x	
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôt		x	
- Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe	x		
- Evénements postérieurs à la clôture		x	
- Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		x	
- Effectifs		x	
- Compte Personnel de Formation (C.P.F)		x	
- Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		x	
- Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		x	
- Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		x	
- Engagements financiers donnés	x		
- Autres opérations non inscrites au bilan		x	
- Engagements financiers reçus		x	
- Crédit-bail			x
- Engagement de retraite	x		
- CICE		x	
- Aspects environnementaux		x	
- Tableau des cinq derniers exercices	x		

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2021, dont le total est de 5 456 423 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 609 818 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2020 au 30/09/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/01/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et méthodes comptables

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

### Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

### Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589			637 589
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 059	1 300		47 359
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>683 647</b>	<b>1 300</b>		<b>684 947</b>
– Installations générales, agencements et – Installations techniques, matériel et outillage – Installations générales, agencements aménagements divers	129 660			129 660
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	270 952	273		271 225
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>400 613</b>	<b>273</b>		<b>400 886</b>
– Participations évaluées par mise en – Autres participations	216 423	50 000		266 423
– Autres titres immobilisés	964		964	
– Prêts et autres immobilisations financières	56 500	582 532		639 031
<b>Immobilisations financières</b>	<b>273 887</b>	<b>632 532</b>	<b>964</b>	<b>905 455</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 358 147</b>	<b>634 105</b>	<b>964</b>	<b>1 991 287</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 300	273	632 532	634 105
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>1 300</b>	<b>273</b>	<b>632 532</b>	<b>634 105</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste			964	964
Virements vers l'actif circulant				

## Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions Scissions Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>964</b>	<b>964</b>

## Immobilisations incorporelles

## Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2021
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
<b>Total</b>	<b>637 589</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 533	2 527		46 060
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>43 533</b>	<b>2 527</b>		<b>46 060</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	114 508	2 770		117 277
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	268 602	2 531		271 134
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>383 110</b>	<b>5 301</b>		<b>388 411</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>426 643</b>	<b>7 828</b>		<b>434 470</b>

**Notes sur le bilan**

## Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	4 307,00	100,00	1 556,00
SARL CECII 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	776 017,00	100,00	66 586,00
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	50 000,00	100,00	-1 215,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	538 077,00	60,00	121 289,00
- Participations (détenues entre 10 et 50% )				

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	639 031		639 031
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 540 720	2 540 720	
Autres	228 587	228 587	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	138 207	138 207	
<b>Total</b>	<b>3 546 546</b>	<b>2 907 514</b>	<b>639 031</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÊTS COURUS	3 726
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	354 278
FOURNISSEURS – RRR À OBTENIR	8 682
CHARGES SOCIALES – PRODUITS À RECEV	1 289
ETAT – PRODUITS À RECEVOIR	1 601
DIVERS – PRODUITS À RECEVOIR	24 000
<b>Total</b>	<b>393 577</b>

## Notes sur le bilan

## Capitaux Propres

## Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

## Dettes

## Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	440	440		
– à plus de 1 an à l'origine	630 955	77 923	553 032	
Emprunts et dettes financières divers	5 961	5 961		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	418 349	418 349		
Dettes fiscales et sociales	897 945	897 945		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	81 378	81 378		
Produits constatés d'avance	986 566	986 566		
<b>TOTAL</b>	<b>3 021 594</b>	<b>2 468 562</b>	<b>553 032</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	28 188			

## Notes sur le bilan

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	106 102
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À PAYER	440
INTÉRÊTS COURUS	184
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	90 366
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	106 601
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	36 643
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	45 321
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	2 699
CLIENTS – RRR À ACCORDER	21 756
<b>Total</b>	<b>410 112</b>

## Régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	138 207		
<b>Total</b>	<b>138 207</b>		

## Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	986 566		
<b>Total</b>	<b>986 566</b>		

## Notes sur le bilan

## Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 400 euros

### Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 330 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

## Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	139 479
Avals et cautions	139 479
Engagements en matière de pensions	284 117
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>423 596</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 139 479 euros au 30 septembre 2021.

### Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 284 117 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 64 753 euros.

**STC Audit & Conseil**  
**Société Anonyme**  
**au capital de 521 640 Euros**  
**Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie**  
**59200 TOURCOING**  
**886 180 181 RCS LILLE METROPOLE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE**  
**DU 31 JANVIER 2022**

**Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2021**

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2021 s'élevant à 609 818 Euros de la manière suivante :

⬇	Bénéfice de l'exercice	609 818 Euros
⬇	A titre de dividendes aux actionnaires (soit 27 Euros par action) Par prélèvement sur le bénéfice de l'exercice à hauteur de 609 818 € Par prélèvement sur les autres réserves à hauteur de 2 542 €	612 360 Euros

Le paiement des dividendes sera effectué le 31 mars 2022.

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,

- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),

- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 Euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 Euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,

- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il est précisé que :

- ⬇ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 6 129 Euros,
- ⬇ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 606 231 Euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

*Exercice clos le 30 septembre 2018*

521 640 €, soit un dividende net par action de 23,00 €uros

*Exercice clos le 30 septembre 2019*

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 €uros

*Exercice clos le 30 septembre 2020*

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 €uros

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Certifié conforme  
La Présidente du  
Conseil d'Administration



# AUDITEUROPE

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

\*\*\*\*\*

207, Avenue Willy Brandt

Boîte 304

59777 EURALILLE

\*\*\*\*\*

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com

S.A STC Audit & Conseil

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 – TOURCOING

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 30 septembre 2021

A l'Assemblée Générale de la Société S.T.C Audit & Conseil,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STC Audit et Conseil relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Conséquences de l'évènement Covid-19 » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de l'état d'urgence sanitaire pour pandémie liée au Coronavirus Covid-19.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, concernant l'avancement des dossiers clients, afin de valider l'estimation faite des créances clients. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévus à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

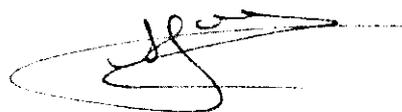
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 14 janvier 2022

AUDITEUROP  
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'V. Hamou', written over a horizontal line. The signature is stylized and includes a large loop at the end.

Vincent Hamou, Associé

Comptes annuels

**Bilan**

	<b>Brut</b>	<b>Amortissements Dépréciations</b>	<b>Net au 30/09/21</b>	<b>Net au 30/09/20</b>
<b>ACTIF</b>				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	47 359	46 060	1 299	2 526
Fonds commercial	637 589		637 589	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	400 886	388 411	12 475	17 503
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	266 423		266 423	216 423
Autres titres immobilisés				964
Prêts				
Autres immobilisations financières	639 031		639 031	56 500
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 991 287</b>	<b>434 470</b>	<b>1 556 817</b>	<b>931 504</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	2 540 720	118 695	2 422 026	2 758 926
Fournisseurs débiteurs	9 648		9 648	999
Personnel	1 539		1 539	4 603
Etat, Impôts sur les bénéfices	69 843		69 843	10 462
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	75 758		75 758	78 866
Autres créances	71 798		71 798	35 000
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				1 220
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 110 786		1 110 786	1 690 976
Charges constatées d'avance	138 207		138 207	49 538
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 018 300</b>	<b>118 695</b>	<b>3 899 605</b>	<b>4 630 589</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 009 588</b>	<b>553 165</b>	<b>5 456 423</b>	<b>5 562 093</b>

**Bilan**

	Net au 30/09/21	Net au 30/09/20
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	918 615	802 894
Report à nouveau	329 906	329 906
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>609 818</b>	<b>750 760</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 432 142</b>	<b>2 457 365</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	630 955	659 142
Découverts et concours bancaires	440	565
Emprunts et dettes financières diverses	5 961	8 809
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		6 044
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 686	3 690
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	418 349	380 082
Personnel	198 133	190 992
Organismes sociaux	203 915	310 551
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	481 695	557 538
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	14 201	30 619
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	81 378	108 207
Produits constatés d'avance	986 566	848 490
<b>DETTES</b>	<b>3 024 280</b>	<b>3 104 728</b>
Écarts de conversion – Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 456 423</b>	<b>5 562 093</b>

## Compte de résultat

	30/09/21	30/09/20
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue	5 592 251	5 670 847
Production stockée		
Subventions d'exploitation		
Autres produits	138 368	113 108
<b>Total</b>	<b>5 730 618</b>	<b>5 783 955</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	1 547 055	1 306 142
<b>Total</b>	<b>1 547 055</b>	<b>1 306 142</b>
Impôts, taxes et vers. assim.	91 714	133 278
Salaires et Traitements	2 237 326	2 240 271
Charges sociales	917 706	947 879
Amortissements et provisions	64 690	93 558
Autres charges	90 240	31 011
<b>Total</b>	<b>3 401 675</b>	<b>3 445 998</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>781 888</b>	<b>1 031 815</b>
Produits financiers	44 964	21 607
Charges financières	3 347	876
<b>Résultat financier</b>	<b>41 617</b>	<b>20 731</b>
Opérations en commun		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>823 505</b>	<b>1 052 546</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
<b>Résultat exceptionnel</b>		
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	213 687	301 786
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>609 818</b>	<b>750 760</b>

Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2021, dont le total est de 5 456 423 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 609 818 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2020 au 30/09/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/01/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et méthodes comptables

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

### Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

### Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
- Fonds commercial	637 589			637 589
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	46 059	1 300		47 359
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>683 647</b>	<b>1 300</b>		<b>684 947</b>
- Installations générales, agencements et - Installations techniques, matériel et outillage - Installations générales, agencements aménagements divers	129 660			129 660
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	270 952	273		271 225
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>400 613</b>	<b>273</b>		<b>400 886</b>
Participations évaluées par mise en				
- Autres participations	216 423	50 000		266 423
- Autres titres immobilisés	964		964	
- Prêts et autres immobilisations financières	56 500	582 532		639 031
<b>Immobilisations financières</b>	<b>273 887</b>	<b>632 532</b>	<b>964</b>	<b>905 455</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 358 147</b>	<b>634 105</b>	<b>964</b>	<b>1 991 287</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 300	273	632 532	634 105
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>1 300</b>	<b>273</b>	<b>632 532</b>	<b>634 105</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste			964	964
Virements vers l'actif circulant				

## Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>964</b>	<b>964</b>

## Immobilisations incorporelles

## Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2021
Éléments achetés	203 611
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
<b>Total</b>	<b>637 589</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	43 533	2 527		46 060
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>43 533</b>	<b>2 527</b>		<b>46 060</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	114 508	2 770		117 277
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	268 602	2 531		271 134
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>383 110</b>	<b>5 301</b>		<b>388 411</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>426 643</b>	<b>7 828</b>		<b>434 470</b>

**Notes sur le bilan**

## Liste des filiales et participations

	<b>Capital</b>	<b>Capitaux propres (autres que le capital)</b>	<b>Quote-par du capital détenue</b>	<b>Résultat du dernier exercice clos</b>
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	4 307,00	100,00	1 556,00
SARL CECH 59301 VALENCIENNES CEDEX	50 000,00	776 017,00	100,00	66 586,00
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	50 000,00	100,00	-1 215,00
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	538 077,00	60,00	121 289,00
- Participations (détenues entre 10 et 50% )				

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	639 031		639 031
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 540 720	2 540 720	
Autres	228 587	228 587	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	138 207	138 207	
<b>Total</b>	<b>3 546 546</b>	<b>2 907 514</b>	<b>639 031</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÊTS COURUS	3 726
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	354 278
FOURNISSEURS – RRR À OBTENIR	8 682
CHARGES SOCIALES – PRODUITS À RECEV	1 289
ETAT – PRODUITS À RECEVOIR	1 601
DIVERS – PRODUITS À RECEVOIR	24 000
<b>Total</b>	<b>393 577</b>

## Notes sur le bilan

## Capitaux Propres

## Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

## Dettes

## Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs frais généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 1 an au maximum à l'origine	440	440		
- à plus de 1 an à l'origine	630 955	77 923	553 032	
Emprunts et dettes financières divers	5 961	5 961		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	418 349	418 349		
Dettes fiscales et sociales	897 945	897 945		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	81 378	81 378		
Produits constatés d'avance	986 566	986 566		
<b>TOTAL</b>	<b>3 021 594</b>	<b>2 468 562</b>	<b>553 032</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	28 188			

## Notes sur le bilan

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	106 102
BANQUE - INTÉRÊTS COURUS À PAYER	440
INTÉRÊTS COURUS	184
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	90 366
PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER	106 601
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	36 643
CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER	45 321
ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER	2 699
CLIENTS - RRR À ACCORDER	21 756
<b>Total</b>	<b>410 112</b>

## Régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	138 207		
<b>Total</b>	<b>138 207</b>		

## Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	986 566		
<b>Total</b>	<b>986 566</b>		

## Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 3 400 euros

**Impôts sur les bénéfices -- Intégration fiscale**

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 330 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

## Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	<b>139 479</b>
Avals et cautions	139 479
Engagements en matière de pensions	284 117
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>423 596</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Notre société est caution au profit de la Société Générale pour un prêt contracté par notre filiale STC Métropole Sud dont le solde de l'emprunt est de 139 479 euros au 30 septembre 2021.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 284 117 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 64 753 euros.